

Réponse à la consultation publique concernant la réalisation des raccordements finals FTTH sur tout le territoire

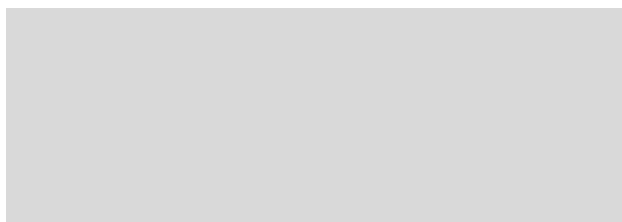
ARCEP

ACNET

20 FEVRIER 2021

Jean-Luc TOUSSAINT

Secrétaire général



Présentation

L'action de coordination Nationale des Entreprises de télécommunications, ACNET, est un syndicat professionnel de spécialités fondé par Monsieur Paul LACAS en 1991 à MONTPELLIER.

Il a pour vocation de fédérer des sociétés ayant une activité dans la construction et la maintenance des réseaux de télécommunications.

ACNET a comme objectif de représenter les intérêts des installateurs de réseaux de télécommunications, de participer aux réflexions réglementaires et économiques relatives au secteur des télécommunications.

Il peut également étudier pour ses membres ou pour des tiers, toute question relative à l'emploi, la formation professionnelle dans le domaine spécifique, la prévention des risques et la sécurité etc...

Il peut enfin proposer des avis de spécialistes, d'experts, de juristes.

Les membres de l'ACNET représentent 98 % de participation aux contrats dits ICTR de l'opérateur historique et évoluent également sur la plupart des contrats très haut débit (Fttb, Fttx....) et GSM des autres opérateurs et collectivités territoriales.

ACNET est administré par un conseil composé de 11 membres et un bureau composé du Président, des Vice-Présidents, du trésorier et du secrétaire général.



Présentation

- ❖ L'action de coordination Nationale des Entreprises de télécommunications, ACNET, est un syndicat professionnel de spécialités fondé par Monsieur Paul LACAS en 1991 à MONTPELLIER.
- ❖ Il a pour vocation de fédérer des sociétés ayant une activité dans la construction et la maintenance des réseaux de télécommunications.
- ❖ ACNET a comme objectif de représenter les intérêts des installateurs de réseaux de télécommunications, de participer aux réflexions réglementaires et économiques relatives au secteur de télécommunications.
- ❖ Il peut également étudier pour ses membres ou pour des tiers, toute question relative à l'emploi, la formation professionnelle dans le domaine spécifique, la prévention des risques et la sécurité etc...
- ❖ Il peut enfin proposer des avis de spécialistes, d'experts, de juristes.
- ❖ Les membres de l'ACNET représentent 98 % de participation aux contrats dits ICTR de l'opérateur historique et évoluent également sur la plupart des contrats très haut débit (Fttb, Fttx....) et GSM des autres opérateurs et collectivités territoriales.
- ❖ ACNET est administré par un conseil composé de 11 membres et un bureau composé du Président, des Vice-Présidents, du trésorier et du secrétaire général.



ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

PREAMBULE

Nous remercions l'ARCEP d'avoir diligenté cette consultation qui devra permettre de mieux cerner la complexité de la réalisation des raccordements finals FTTH sur tout le territoire.

Nous avons répondu aux questions posées de manière succincte pour ne pas surcharger le document mais restons à votre entière disposition avec nos référents QSE, juridiques et administratifs pour vous accompagner dans ce lourd et sensible dossier des raccordements des clients finals.

Nous espérons également que le régulateur prendra en compte la situation réelle de la filière et principalement celle des entreprises locales et régionales structurées historiquement placées sur ces activités pour l'opérateur ORANGE (ex France Telecom).

Il faut redonner du sens à nos travaux et retrouver la qualité de service attendue par nos clients, pour ce faire il faut recourir impérativement à des entreprises locales structurées spécialisées en multi activité (cuivre et fibre) avec des modèles économiques réalistes et adaptés à la réalité du terrain. Qui plus est ces entreprises recruteront en local, développant ainsi l'emploi et l'économie de nos régions, comme elles l'ont toujours fait pour le réseau cuivre.

Elles formeront et certifieront* leurs salariés, seront-elles même qualifiées ISO et labélisées* apportant ainsi un gage de compétence, de qualité et de sécurité.

Le recours à des autoentrepreneurs où à des micro entrepreneurs doit être proscrit car ils ne peuvent pas engager des formations ni avoir une réelle politique d'emploi...ils ne peuvent garantir la qualité de service ni la sécurité !!! ils dépendent à 100% du même client !!!!

Les seuls critères de valorisation de quelques mandataires au détriment de la filière ont créé cette situation et amené à la dégradation du réseau.

Il faut que la profession retrouve ses lettres de noblesse et ce ne sera le cas qu'avec le retour à des entreprises locales structurées sur les activités de raccordements clients finals en cuivre comme en fibre !

ACNET à vos côtés !

Le secrétaire général :
M. Jean-Luc TOUSSAINT

- ** une étude est en cours avec le HUB TESLA de VAL D'OISE NUMERIQUE*

➤ **Question 1**

Oui nous partageons totalement la synthèse du groupe de travail exploitation

- La dégradation des éléments du réseau : il faut une très grande traçabilité des interventions et des intervenants avec un horodatage de leur passage sur les armoires et les PBO.
- La formation mais également la certification des techniciens : les techniciens D3 sont bien souvent des autoentrepreneurs sans formation ni qualification ni habilitation...ces microentreprises évoluent en dépit de toute déontologie...le problème vient d'une sous-traitance en cascade initiée par certains mandataires pour des raisons purement économiques et à leur avantage. Il faut absolument confier ces travaux à des entreprises locales dignes de ce nom avec des structures adaptées mais pour ce faire il faut revoir les modèles économiques.

➤ **Question 2**

L'obligation de déclaration des sous-traitants est déjà une obligation en soi (PPR, PPSPS ETC.) mais cette dernière est bien souvent contournée.

- L'information en amont des installations est primordiale et doit être complète ce qui fait cruellement défaut aujourd'hui pour les travaux en hauteur, les travaux sur poteaux ENEDIS, les DT/DICT, les polices de roulage et autres autorisations de voirie...
- Avec les CRI il faut également ajouter une fiche d'adéquation des moyens déjà utilisée sur les réseaux cuivre aujourd'hui afin de remonter les problèmes et de compléter les SI (voir en annexe 1) Le mode STOC est à proscrire !!!!!
- L'exploitation des données des CRI enrichis et de la fiche d'adéquation des moyens doit faire l'objet d'un contrôle systématique car cela est indispensable pour enrichir les SI et éviter ainsi les échecs à répétition

➤ **Question 3**

Le délai de reprise des malfaçons doit être appliqué en fonction des critères :

- de sécurité : dans les 4h suivant la signalisation ou le constat terrain
- opérationnel classique : dans les 8 jours suivant la signalisation ou le constat terrain

Pour ce faire il est impératif de mettre en place une plateforme de signalisation multi-opérateurs style guichet unique DT/DICT, par RIP, qui centraliserait les remontées de malfaçons afin de les ventiler vers les différents mandataires des contrats à charge à ces derniers de les ventiler vers leurs sous-traitants pour reprise dans les délais détaillés ci-dessus.

➤ **Question 4**

L'utilisation de clés triangles est une bonne chose en soit mais il est à nouveau impératif d'avoir un horodatage du passage des techniciens et surtout une sensibilisation de ces derniers avec formation et certification afin qu'ils respectent les modes opératoires. De plus une vérification technique sur le terrain est indispensable avec sanctions en cas de constat de dégradation.

➤ **Question 5**

Oui les nouveaux dispositifs de brassage sont mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques.

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

Ils doivent faire l'objet d'une normalisation et il en est de même pour la longueur des cordons optiques car nous risquons, si ce n'est le cas, d'avoir à nouveau des armoires « plats de nouilles » du fait de longueurs différentes entre opérateurs.

Oui ce dispositif devrait être généralisé y compris pour des armoires déjà installées car ces dernières sont un tel état aujourd'hui qu'il est impératif de les mettre en conformité pour un fonctionnement optimal de nos installations.

➤ **Question 6**

Il est nécessaire d'harmoniser les règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final pour obtenir un résultat équivalent pour chaque opérateur et permettre aux techniciens d'évoluer sur tous les opérateurs sans à chaque fois avoir un autre mode opératoire ! ce qui est également un gage de qualité de la prestation. (exemple : l'étiquetage des PB avec impérativement l'utilisation de lettres et de chiffres à frapper et non des feutres comme c'est souvent (trop) le cas)

Un atelier spécifique sur l'harmonisation des pratiques est à notre avis tout à fait nécessaire voire impératif. Nous sommes prêts à y participer !

➤ **Question 7**

Oui à notre avis les travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs sur l'entretien des PM et des PB est indispensable pour une bonne gestion des réseaux afin d'assurer la pérennité de ces derniers.

➤ **Question 8**

Aujourd'hui les informations mises à disposition par les OI ne sont pas assez complètes ce qui nuit à la bonne réalisation des raccordements finals.

Les éléments importants tels que travaux en hauteur, poteaux ENEDIS, situation géographique et administrative avec demande de police de roulage ou autres, présence d'amiante (DAT), de plomb, DT/DICT, longueur du raccordement (1 à 10 voire 30 portées en aérien, caractéristique du réseau souterrain, cheminement en façade (présence d'enseignes, de plots de raccordement ENEDIS, câble électriques dissimulés) etc...

Sans ces informations, le taux d'échec sera toujours très élevé, sans compter qu'elles engagent la sécurité des techniciens et la responsabilité pénale du chef d'entreprise.

➤ **Question 9**

Oui voir réponse question 8 (voir document « convention des standards de prévention » signé en mai 2019 entre ORANGE, l'OPPBTP, le SERCE et l'ACNET.)

➤ **Question 10**

1°) Oui il nous paraît pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les OI. A la suite du raccordement et en cas d'utilisation par le câble de raccordement aérien du client de certains poteaux ENEDIS intermédiaires ou autres, l'OC doit effectuer ce calcul. Nous rencontrons ce genre de cas en zone rurale ou certaine fois nous posons plusieurs portées de câble aérien qui utilise des appuis des opérateurs Orange ou autres mais également des poteaux ENEDIS intermédiaires sur le parcours. De fait cette situation n'est pas indiquée en amont des installations et de fait, inconnue de l'OI.

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

2°) si l'OC lors de la régularisation d'un OT de raccordement constate un dépassement de la charge autorisée ce dernier doit en informer l'OI et qui en fonction du tracé du raccordement pourra proposer la solution de contourner le problème par l'utilisation d'un autre tracé ou alors par la plantation d'un appui bois ou composite pour résoudre ce problème de charge. En fonction de la décision prise, l'OI mandatera une entreprise pour planter un poteau (bois ou composite) où effectuer le contournement de l'appui ENEDIS.

➤ **Question 11**

Le délai de prévenance de 48h est au cœur de nos discussions depuis plus de trois ans avec ENEDIS.

Il est aujourd'hui impossible de tenir ce délai car la planification des rendez-vous clients se fait au jour le jour voire même la veille pour le lendemain. Qui plus est les opérateurs ne disposent pas des éléments « terrain » pour identifier en amont des rendez-vous la présence de poteaux ENEDIS intermédiaires.

Les différentes conventions et leurs ITS sont aujourd'hui rediscuter par l'organisme de prévention qu'est l'OPPBTP avec les syndicats SERCE et ACNET.

De plus les entreprises de raccordements clients ne sont pas signataires de ces conventions qui bien souvent ne font même pas partie des PPR (plan de prévention des risques) liés aux contrats de sous-traitance.

Un autre problème est celui du croisement des normes UTE 510 et du décret DT/DICT et des habilitations afférentes (DT/DICT => AIPR, UTE => B0/B2V etc.)

Il faut également considérer qu'ENEDIS suit scrupuleusement le code du travail et ses articles R. 233-13-14 et suivants du code du travail sur les travaux en hauteur (ex décret 2004/924) avec interdiction d'ascension des poteaux aux échelles. Or sur le terrain et surtout en raccordements clients FTTH nous constatons tous les jours que cette obligation n'est absolument pas respectée !!!!!

Il faut absolument que le délai de prévenance soit revu par ENEDIS ou alors que des informations fiables sur le réseau soient adressées aux entreprises en amont des RDV afin d'éviter des échecs de construction ou des raccordements « sauvages » sans respect des règles imposées par ENEDIS.

Il faut également éclaircir le croisement des normes UTE, DT/DICT et les règles sur la coactivité où co-intervention sur les appuis communs.

➤ **Question 12**

Les informations doivent être partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec par une fiche de remonté travaux et d'adéquation des moyens pour compléter les SI.

Ceci est indispensable pour fiabiliser les SI des opérateurs qui doivent être mutualisés pour éviter les futurs échecs de construction.

Sur le GC l'information est remontée aujourd'hui vers les OI qui font intervenir une entreprise spécialisée pour effectuer les réparations. Il faut également avoir une bonne information des clients sur leurs installations privées pour éviter là aussi les problèmes d'adduction, autres GC et pénétration dans leurs logements.

➤ **Question 13**

Oui nous partageons totalement l'analyse de l'ARCEP.

Sur ce sujet il est important de revoir totalement la stratégie de sous-traitance qui s'opère actuellement sur les raccordements clients FTTH. En effet, le recours pour des considérations purement économiques, par des mandataires des contrats FTTH D3, à des autoentrepreneurs ou à des microentreprises nuit gravement à la qualité des prestations du raccordement clients. De plus ces dernières ne disposent d'aucune obligation ni dans la

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

formation ni dans la sécurité et dépendent à 100% du même client ce qui est interdit par le code du commerce et du travail.

Le tissu des entreprises locales structurées qui a construit le réseau cuivre de l'opérateur historique depuis de nombreuses années avec la qualité de service qu'exigeait la réalisation des raccordements clients, a aujourd'hui pratiquement disparu des travaux de raccordements clients FTTH car les modèles économiques ne sont plus du tout adaptés à la bonne réalisation (qualité / sécurité) des dites installations. En effet nous constatons aujourd'hui des bordereaux de prix initiés par certains mandataires qui sont totalement inacceptables pour une entreprise digne de ce nom. (entre 50 et 80 euros le prix du raccordement client FTTH en Ile de France).

Nous préconisons un recours uniquement à des entreprises locales structurées labélisées avec un personnel certifié (formation, habilitation etc.) qui assureront ainsi un travail de qualité tout en respectant les règles élémentaires de sécurité. Pour ce faire une négociation doit s'ouvrir entre tous les acteurs de la filière pour définir un modèle économique réaliste comprenant les contraintes liées à la typologie des installations (façade, immeuble, souterrain, aéro-souterrain, aérien), aux spécificités des opérateurs et autres gestionnaires de réseaux (ENEDIS, GRDF, syndicats intercommunaux etc.) et aux règles de sécurité (code du travail : R. 233-13-14 et suivants : travaux en hauteur, UTE 510, DT/DICT, AIPR, Amiante, Plomb etc.)

Les entreprises locales structurées pourront également recruter en leur sein, les autoentrepreneurs ou micro entrepreneurs qui voudront bien redevenir salariés de ces dernières ce qui régulerait l'emploi dans nos régions et donnerait du sens à la filière.

Pour les délais de reprise des malfaçons

- de sécurité : dans les 4h suivant la signalisation ou le constat terrain
- opérationnel classique : dans les 8 jours suivant la signalisation ou le constat terrain avec pénalités en cas de manquement grave à la sécurité. Si ces délais ne sont pas respectés nous faisons intervenir un autre prestataire et refacturons la reprise à l'entreprise en question

Aujourd'hui il existe chez Orange des indicateurs qui permettent un suivi complet de la reprise des malfaçons.

- **Question 14A : nous partageons l'analyse de l'ARCEP**
- **Question 14B : nous partageons l'analyse de l'ARCEP**
- **Question 15A : nous partageons l'analyse de l'ARCEP**
- **Question 15B : nous partageons l'analyse de l'ARCEP**
- **Question 15C : nous partageons l'analyse de l'ARCEP**
- **Question 15D : nous partageons l'analyse de l'ARCEP**
- **Question 16 et 17 :**

Il est important qu'une fiche de mise à jour des SI (dématérialisée) soit mise en place pour déterminer avec exactitude la typologie des raccordements finaux. Cette fiche se baserait sur le cheminement existant (emplacement du PBO) mais serait complétée par les éléments complémentaires comme nombre de portées, présence de poteaux ENEDIS, transition aéro souterraine, passage en façade nécessitant des autorisations des propriétaires, présence d'enseignes lumineuses etc. au fur et à mesure des nouveaux raccordements et entrerait dans une base commune style guichet unique pour tous les OC. Cette base se compléterait ainsi pour au final avoir une vision réaliste des réseaux.

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

➤ **Question 18**

Oui ces coûts par typologies nous paraissent pertinents

Il nous faut ici marquer un élément majeur des disfonctionnements et malfaçons constatées : la sous-traitance en cascade et le recours aux autoentrepreneurs ou micro entrepreneurs !

En effet ces sous-traitances en cascade initiées par certains mandataires de contrats pour des raisons purement économiques et ne recherchant que la valorisation de leurs entreprises ou groupe sans penser une seule seconde à la filière et à son développement, ont engendrées une rupture totale au niveau de la profession.

Les prix du raccordement final tirés toujours vers le bas avec des bordereaux de prix mis en place par ces mandataires de contrats et qui n'ont absolument rien à voir avec le tableau de l'ARCEP (nous parlons de 50 à 80€ en Ile de France le raccordement aérien par exemple et même moins sur certains contrats.....) ont éliminés d'office les entreprises locales structurées (historiquement placées sur ce segment d'activités sur le réseau cuivre et détenant un savoir-faire qui a fait ses preuves depuis des années) et initiés une myriade d'autoentrepreneurs ou micro entrepreneurs, opportunistes, issus de tous les univers sans aucune connaissances des règles élémentaires de qualité et de sécurité et ne respectant pas la déontologie de notre profession.

Ce qui est proprement scandaleux car le tissu local disparaît au profit de ces soi-disant techniciens qui ne respectent ni la qualité ni la sécurité ! tout cela pour le bénéfice de quelques entreprises ou groupes peu scrupuleux de la situation de la filière et de la pérennité des réseaux.

Il est indispensable de recourir aux entreprises locales structurées afin de fiabiliser le réseau et les SI et retrouver ainsi la qualité de service nécessaire à nos réseaux et à la satisfaction de nos clients !

➤ **Question 19 A et 19 B**

Oui les montants moyens renseignés par l'ARCEP nous paraissent pertinents

➤ **Question 20**

A prendre en compte :

Le contrôle terrain (VT) devra être renforcé sur les prochaines années et cela va grever les coûts de réalisation. A notre avis ce sont des sociétés indépendantes qui devraient réaliser ces contrôles (modèle DEKRA ou autres...)

➤ **Question 21, 22 et 23**

Sujet important qui concerne les OC et les OI

La rapidité d'intervention et la qualité de la prestation sont primordiales sur le marché « entreprise »

Une étude terrain doit être systématique pour éviter les taux d'échecs importants dans ce domaine car il faut prendre en compte de nombreux paramètres.

➤ **Question 24**

Il existe un cahier des charges et un CCTP chez Orange qui définit très bien la longueur des raccordements finaux façade, immeuble, aérien ou aéro souterrain.

Ces règles s'appliquent depuis longtemps au réseau cuivre alors pourquoi ne pas les transposer à la fibre (voir quelques exemples ci joints)

➤ **Question 25**

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

Oui nous estimons souhaitable qu'il y ait une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements longs.
Voir notre réponse question 24

➤ **Question 26**

Oui il nous paraît pertinent de fixer un seuil limite au-delà duquel l'OI ne devrait plus positionner de PBO. La pose d'un PBO unitaire lorsque la demande de raccordement est faite nous paraît totalement judicieuse. Exemple : raccordement client isolé en campagne ou à la montagne.

➤ **Question 27**

Pas d'informations

➤ **Question 28**

Oui il paraît plus judicieux que le tarif de sous-traitance pour les raccordements longs soit établi sur devis. En effet la forfaitisation ou la solution de métrique simple dite « à vol d'oiseau » ne peut prendre en compte tous les paramètres et difficultés de raccordement. L'étude préalable étant de toute façon nécessaire pour ces réalisations (nombre de portées, de poteaux, transitions aéro souterraine, autorisation de voirie, élagage, pénétration au local client etc.)

➤ **Question 29**

La situation c nous paraît la plus judicieuse

➤ **Question 30**

1°) pas de commentaires

2°) non pas d'observation. L'opérateur historique a toujours procédé ainsi car le réseau lui appartenant il est normal qu'il soit entretenu donc financer.

3°) nous dénonçons le mode STOC depuis l'origine car cela entraîne de fait une dégradation du réseau du fait d'une sous-traitance non maîtrisée et non contrôlée.

4°) même remarque que 3°)

5°) nous préconisons une reprise totale des raccordements complexes et autres par l'OI. Le mode STOC a engendré des situations ubuesques et une myriade de malfaçons.

➤ **Question 31**

A nouveau nous préconisons les raccordements en mode OI avec des bordereaux de prix réalistes en fonction des différentes situations et la prise en compte des critères qualitatifs et sécuritaires.

Un bordereau de prix forfaitaire pour les installations dites « standards » et des articles de prix en plus-value pour les installations dites complexes (voir série des prix de sous-traitance d'ORANGE)

➤ **Question 32**

RAS

➤ **Question 33**

1°) les difficultés en domaine privé sont toujours liées à l'infrastructure des clients :

- gaine souterraine non conforme ou purement et simplement absente
- absence de regard de tirage ou regard non conforme ou se mélange télécom et électricité
- pénétration à la maison : passage du câble en façade, percements, etc.

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

- présence d'amiante : DAT
- présence de conduite d'eau, de gaz ou d'électricité encastrées etc.
- élagage

2°) les coûts doivent être supportés par le client final qui doit mettre à disposition des éléments qui permettent de réaliser son raccordement sans aucun problème.

Les OC doivent avoir un rôle d'information par des brochures ou autres moyens pour informer les clients de l'obligation de préparer l'installation dans sa propriété (terrain, maison, appartement etc.)

3°) 1- les OC doivent réaliser le cahier des charges techniques de l'intervention pour en informer leurs clients

2- c'est le client final, après en avoir été informé par l'OC qui est responsable de la disponibilité de l'infrastructure d'accueil.

➤ **Question 34 : pas concerné**

➤ **Question 35 : pas concerné**

➤ **Question 36**

Concerne les OI et les OC

Nous devons ici rappeler que le mode STOC et la multiplication des grilles de sous-traitance entraîne une dégradation de la qualité de service. Il n'y a qu'à regarder certains PM ou certains PBO pour se rendre compte que ce mode ne peut en aucun cas être inscrit dans le temps.

➤ **Question 37**

Oui nous sommes d'accord avec l'analyse de l'ARCEP

➤ **Question 38**

Idem question 36

➤ **Question 39**

Pas d'avis particulier : même position sur le mode STOC question 36

➤ **Question 40**

Nous restons sur notre vision d'un prix forfaitaire par typologie (immeuble, façade, souterrain et aérien)

Les raccordements longs ou complexes doivent être pris en compte à l'aide de plus-values par spécificités (ligne aérienne ou souterraine de plus de 50m etc.) ou sur devis.

➤ **Question 41**

Non il nous paraît qu'une position des raccordements plus réaliste en zone moins dense serait : Immeuble : 35%, Souterrain : 18%, Façade : 17%, Aérien : 30%

➤ **Question 42**

Pas d'observations

➤ **Question 43**

Pas d'observations

Toujours la même position : la suppression du mode STOC

➤ **Question 44**

Pas d'observations

➤ **Question 45** Pas d'observations

.

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70

ANNEXES :

Fiche d'adéquation des moyens et des remontées terrain (FAMRT)

(Cette fiche peut être dématérialisée)

Quelques exemples de malfaçons (photographies prises sur le terrain)

ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70



8. FICHE D'ADEQUATION DES MOYENS ET REMONTEE TERRAIN FAMRT

La Fiche d'Adéquation des Moyens et Remontée Terrain permet une :

- **Vérification de l'environnement de Travail ;**
- **Vérification de l'Adéquation des Moyens ;**
- **Une mise à jour des données SI.**

Elle supprime les documents suivants de la précédente convention :

- **La fiche renseignement de prévention ;**
- **La fiche d'adéquation des moyens ;**
- **La fiche de mise à jour des données SI.**

Elle reste un complément à la rubrique « BLOC SECURITE » d'Orange sur les CPU.

Les informations vérifiées sur le terrain, par rapport aux données reçues dans un CPU, permettent de fiabiliser les bases Orange et d'alimenter les prochaines interventions avec des données de sécurité additives aux précédentes interventions.

Les inadéquations et informations erronées sont remontées par la FAMRT à Orange en compensation du paiement d'un arrêt de chantier (comprenant la mise à jour des données), ou dans le cas d'une continuité possible d'interventions mais nécessitant une mise à jour SI et un paiement spécifique pour cette prestation de complétude.

La FAMRT est digitalisée, elle doit comprendre les éléments de base suivants :

- Nom de l'entreprise
- N° de Contrat
- N° de CPU Date / heure de saisie de la fiche
- Géolocalisation (optionnel)
- Commentaire général (optionnel)
- Photo de l'environnement
- Droit de retrait (Oui/Non) avec commentaire spécifique et obligation de géolocalisation et de prise de photo



Fiche d'Adéquation des Moyens et Remontée Terrain

Risques de chute de hauteur : <input type="checkbox"/> Intervention sur appui ORANGE <input type="checkbox"/> Descente en chambre Moyens d'accès collectifs : <input type="checkbox"/> PEMP <input type="checkbox"/> Echafaudage Si EPC impossible <input type="checkbox"/> Echelle <input type="checkbox"/> Moyen spécifique	
Risque électrique : <input type="checkbox"/> Interventions sur lignes avec multiplexeur <input type="checkbox"/> Intervention à proximité de lignes aériennes <input type="checkbox"/> Intervention sur appuis communs réseaux électriques <input type="checkbox"/> Interventions intrusives au sol	
Risque plomb : <input type="checkbox"/> Dépose de câble plomb <input type="checkbox"/> Intervention sur câble plomb <input type="checkbox"/> Déploiement sur infrastructures potentiellement contaminées au plomb	
Risque amiante : <input type="checkbox"/> Enrobés bitumineux <input type="checkbox"/> Bâtiments client <input type="checkbox"/> Bâtiment ORANGE <input type="checkbox"/> Intervention sur/en SR	

Les informations prises en compte pour la remontée terrain sont les suivantes :

(Informations classées par ordre alphabétique sans classement de priorité)

- Contraintes liées à la végétation
- Contraintes liées aux nuisances sonores (hôpitaux)
- Découverte de réseaux non identifiés en amont
- Différence de classe de plan
- Divers (à préciser)
- Enseignes lumineuses non répertoriées
- Entraves aux accès (animaux, quartier sensible, marché)
- Environnement Lignes électriques
- Environnement privatif



- Environnement soumis à autorisations spéciales
- Impossibilité technique du fait d'Orange
- Informations et documents erronés ou absents rendant impossible la tâche
- Infrastructure inadaptée aux moyens usuels
- Météo (Intempéries)
- Nature du sol (pente glissant, souple, escalier...)
- CPU annulée sans information préalable
- CPU déjà réalisée
- Présence d'amiante sans possibilité de dispositif de contournement
- Présence de plomb sans possibilité de dispositif de contournement
- Refus du client ou client n'ayant pas effectué les travaux préliminaires
- Risque pour la sécurité des biens ou des personnes
- Situation à risque non intégrée au Plan de prévention régional (PPR)
- Situation de travail en coactivité non prévue
- Travail par technique douce obligatoire par absence de réseau en classe A sans clause financière associée

Le renseignement de cette fiche et sa transmission à Orange permettent la réactualisation des bases Orange, des coordonnées GPS des interventions, et de la transmission des photos en cas d'arrêt de chantier.



ACNET

SIEGE : 8, rue DAUBANTON 21000 DIJON

www.acnet-fp.fr

email : contact@acnet-fp.fr

ADRESSE POSTALE : 15, Chemin des Cavaliers 13450 GRANS

TEL 06 73 67 37 70